



La Commune

BULLETIN DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA COMMUNE DE PARIS

كوموننا پاريس
ПАРИЖКАЯ
КОМУНА
LA COMUNA DE PARIS
A PA'RIZSI KOMMÜN
DIE PARIZER
COMMUNE VIVE a Comuna
de Paris
THE PARIS
COMMUNE LA COMMUNE
DE PARIS
巴黎公社

*Vive le 130^e
anniversaire !*



ANNÉE 2001

NUMÉRO 14

Sommaire

Pages

3-4	La Commune, ce symbole inaltérable	<i>Robert Goupil</i>
5-6	L'Espagne et la Commune de Paris	<i>Marcel Cerf</i>
7 à 9	Les amnisties de 1879 et 1880 en échange de l'oubli	<i>Alain Dalotel</i>
10-11	Lénine et la Commune	<i>Jacques Zwirn</i>
12-13	Rosa Luxembourg et la Commune	<i>Gilbert Badia</i>
14-15	Le Front Populaire et la Commune	<i>Danielle Tartakowsky</i>
16-17	La « Commune de Paris » dans les Brigades Internationales	<i>José Fort</i>
18-19	La Commune en Résistance	<i>Axel Porin</i>
20-21	L'élan de la Libération (1944-1946)	<i>René Bidouze</i>
22-23	Mai 68 et la Commune de Paris	<i>Bernard Eslinger</i>
24-25	Continuité, rupture, renaissance de l'espérance	<i>Raoul Dubois</i>
26-27	Pourquoi le Brésil et l'Amérique Latine se souviennent de la Commune de Paris	<i>Denise Mendez</i>



Couverture conçue et réalisée par Didier FUNKIEWICZ.



La Commune, ce symbole inaltérable.

Certaines commémorations, avec le temps, se traînent et deviennent poussives pour, un beau jour, ne plus avoir raison d'être. Rien de tel avec celle de la Commune.

Le ton fut donné par Eugène Pottier. Son

« Tout ça n'empêche pas Nicolas / Qu'la Commune n'est pas morte »

ne fut pas considéré comme un simple leitmotiv, mais bien comme une conviction que des générations successives rendraient toujours aussi vivaces dans les combats qu'elles mèneraient. Au fil des événements qui se sont déroulés depuis cent trente ans dans le monde, il reste indéniable que dans les luttes menées pour l'indépendance et contre les oppressions des pouvoirs d'argent, la référence toute naturelle, même si d'emblée, elle paraissait lointaine, était pour ces combattants le besoin de s'en réclamer.

Il y a ainsi des noms qui claquent comme un drapeau au vent de la révolte pour clamer la liberté. Cet étendard de la colère qui affirme la justice, la fraternité et la générosité, d'où ne sont exclus ni le courage ni l'abnégation ainsi que la souffrance. C'est tout cela que ressentent tous ceux pour qui, la Commune, n'est pas qu'un album du temps passé, feuilleté négligemment.

L'historien n'est jamais neutre. Pour effacer les raisons objectives de cette levée en masse face à la désertion de la bourgeoisie défaillante, il s'en trouve toujours qui prennent des pincettes pour décortiquer de cette épopée, des faits qui ne furent pas grandioses en omettant ainsi délibérément les autres. Dans un salon feutré ou dans des effets de tribune, il est toujours aisé de porter des jugements péremptaires sur ce qu'il convenait de faire ou pas. La tragique réalité fut beaucoup plus scrupuleuse dans les coups bas que ses vaillants représentants eurent à subir. A l'image de sa « grande frousse », le pouvoir en place se déchaîna pour massacrer à tout va et permit ainsi à Thiers d'affirmer cyniquement :

« le sol est jonché de leurs cadavres ; ce spectacle affreux servira de leçon. »

Pour ce bulletin spécial, nous avons demandé à quelques amis d'évoquer les répercussions de la Commune à nos jours, à l'étranger et en France. De Carthagène à la bataille de l'amnistie, de Lénine à Rosa Luxembourg, du Front Populaire à la guerre d'Espagne, de la Résistance à la Libération avec les conquêtes sociales et les combats intenses pour la Constitution, de mai 68 en France aux soubresauts du Brésil d'aujourd'hui. Rapide survol,



forcément... Précisons que chaque auteur, que nous tenons à remercier, a traité le sujet demandé, comme il l'entendait.

Nous savons bien qu'il y a encore des pages vierges à remplir. L'avenir s'en chargera avec le caractère propre du monde actuel et dans l'esprit de chaque nation.

L'une des leçons de la Commune, on ne le soulignera jamais assez, est aussi la part prépondérante des femmes dans son déclenchement et leur participation active. Ce qui leur valut une haine sans mesure des Versaillais à leur égard, toujours actuelle de nos jours. Dans le combat féminin contre toutes les discriminations, il devrait y avoir une part de reconnaissance envers les Communardes, car elles portaient en elles-mêmes un avenir qui n'est pas encore arrivé à terme, mais duquel elles se sont rapprochées.

Bien entendu, on regrettera encore et toujours la carence de l'Education Nationale à méconnaître la Commune. Notre association se tient à la disposition de toutes les bonnes volontés pour répondre aux demandes visant à populariser la Commune.

Pour conclure, l'on sait bien que beaucoup de choses se sont transformées depuis cent trente ans, mais l'on sait aussi que certaines persistent et demeurent comme des plaies qui ne se cicatrisent pas.

Ainsi Heinrich Böll, prix Nobel de littérature, interrogeait, dans l'une de ses œuvres, un personnage lui demandant ce qui à son avis constituait l'événement le plus inattendu et le plus surprenant des décennies écoulées. Et la réponse fusait : LA PATIENCE DES PAUVRES !

Que conclure d'autre ? Qu'un jour viendra ...

Mais comme l'affirme un proverbe Yiddish :

« Il est bon d'espérer mais c'est l'attente qui gâche tout ! »

Robert Goupil



L'Espagne et la Commune de Paris

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'Espagne est un pays déchiré par ses luttes intestines entre les factions monarchistes et pronunciamientos de généraux ambitieux. Une aristocratie terrienne, rétrograde, exploite durement une masse de paysans exclus de la possession du sol. La nation espagnole est constituée de régions très différenciées avec leurs particularités géographiques, ethniques, économiques et culturelles. Le pouvoir exercé par le gouvernement de Madrid, centralisateur et autoritaire, est haï par la majorité de la population.

Les grandes fortunes dédaignent de financer l'industrie naissante qui est livrée aux investisseurs étrangers. Paysans et ouvriers commencent à s'organiser ; grèves et soulèvements populaires s'intensifient. La section espagnole de la 1^{re} Internationale est fondée en 1869. Elle sera bientôt sous l'influence prépondérante de Bakounine. Le marxisme restera minoritaire malgré les efforts de Paul Lafargue. La révolution parisienne de 1871 est accueillie avec enthousiasme par le peuple espagnol. L'autonomie de la Commune de Paris, son œuvre décentralisatrice et sociale correspondent parfaitement aux revendications essentielles des classes laborieuses.

Après le règne éphémère d'Amédée I^{er}, vite balayé par la contestation populaire, la République fédérale est proclamée le 11 février 1873. Mais le retard et les hésitations apportées dans l'application de la nouvelle constitution vont déclencher un large soulèvement de la population.

L'historienne Clara E. Lida insiste sur l'influence importante de la Commune de Paris en Espagne et particulièrement sur le mouvement cantonaliste. « Son exemple et ses principes ainsi que la présence des communalistes français, contribuent à activer l'esprit fédéraliste dans sa forme la plus intense : le canton ». (1) Des municipalités autonomes « les cantons » sont constitués sur tout le territoire et particulièrement au Levant et en Andalousie. Ce sont les républicains fédéralistes qui, en général, prennent la direction des opérations. L'Internationale ne prend aucune part directe au soulèvement mais elle n'empêche pas ses militants d'y participer à titre personnel.

Il faut signaler le cas très particulier d'Alcoy, petite cité manufacturière d'Alicante. Une grève est transformée en insurrection. Une junta révolutionnaire composée uniquement d'ouvriers socialistes prend le pouvoir. Il faudra l'intervention de 6 000 hommes de l'armée régulière pour mettre fin à la révolte qui pouvait devenir une révolution.

A Carthagène, l'insurrection sera la mieux implantée du : 12 juillet 1873 au 12 janvier 1874. (2) Un gouvernement provisoire est formé sous la direction du général républicain Contreras. Les trois quarts de la garnison se rallient au mouvement et plusieurs bâtiments de guerre sont aux mains des Cantonalistes.

Parmi les dirigeants, quelques internationalistes et le socialiste révolutionnaire Antonio de la Calle (3), ancien combattant de la Commune de Paris. Ayant échappé à la répression versaillaise, il a regagné son pays pour défendre la Liberté. D'abord membre du Comité de salut public de Madrid, Antonio de la Calle voulut appliquer au Canton de Carthagène, les connaissances acquises lors de sa participation à la Commune de Paris. Sous-secrétaire d'état du gouvernement provisoire, secrétaire



de la Commission de la guerre, puis à la tête de la Commission des services publics, il prend des mesures novatrices :

Décret sur l'instruction – Considérant que l'ignorance est le fondement de toutes les calamités publiques, la Commission interprétant les aspirations du peuple de Carthagène, estime nécessaire d'établir l'instruction élémentaire gratuite, laïque et obligatoire.

Décret sur la confiscation des biens ecclésiastiques – Les églises et tous les biens qui appartiennent aux congrégations religieuses deviennent la propriété collective du Canton.

Décret sur la propriété – Décret contesté parce que basé sur la distinction assez floue entre propriété légitime et propriété illégitime.

Dans le journal officiel « El Canton murciano » qu'il dirige, Antonio de la Calle fait paraître une série de projets de réformes économiques et sociales :

Journées de huit heures, création d'une sorte de tribunal de prud'hommes pour régler les conflits entre patrons et ouvriers, créations de coopératives de production et de consommation, banques populaires permettant de s'affranchir de la domination du capital.

Malgré la modération de ces réformes, de la Calle ne sera pas suivi par la majorité des dirigeants de la bourgeoisie fédéraliste du Canton. Alors que tous les autres cantons du territoire ont été éliminés, isolé, le canton de Carthagène assiégé par les forces centralistes doit, à son tour, capituler après une héroïque résistance. La répression sera féroce. Quelques jours auparavant, le 3 janvier 1874, la République a cessé d'exister.

Quel que soit le régime en place, dans le dernier quart du XIX^e siècle, la presse ouvrière espagnole, libre ou clandestine, ne manquera jamais de célébrer l'anniversaire du 18 mars 1871. La Commune de Paris sera glorifiée, non seulement parce qu'elle a proclamé « l'autonomie municipale et la fédération des communes » mais aussi parce qu'elle est l'accession au pouvoir de la classe laborieuse. (4)

De nos jours, le problème posé par l'insurrection de 1873 a encore des résurgences

dans la politique du pays. Une partie du programme des Cantonalistes a été abordée : la constitution de 1978 est en effet basée sur un système semi-fédéral d'administration des dix-sept communautés autonomes de l'Espagne.

C'est cependant assez loin du but que s'était fixé le comité de salut public du Canton andaluz, beaucoup plus radical que celui de Carthagène et qui entendait promouvoir (à l'instar de la Commune de Paris) « la Révolution politique et sociale ! » (5)

Marcel Cerf



Frontispice de l'œuvre de R. de Cala.

(1) Lida, Clara E. *Anarquismo y revolucion, la España del XIXe – Siglo XXI de España Editores* (p. 186) Madrid 1972.

(2) Medioni Maria-Alice. *El Canton de Cartagena – Siglo veintiuno de España Editores – Madrid 1979* (les citations de Clara E. Lida sont extraites de l'ouvrage de Maria-Alice Medioni).

(3) Cerf Marcel. *Antonio de la Calle – Cahiers des Amis de la Commune n° 1, Paris 1987.*

(4) *La Emañcipación. 18 marzo 1873.*

(5) Lida, Clara E. *op. cit.* p. 182.

Les amnisties de 1879 et 1880 en échange de l'oubli

Les amnisties de 1879 et 1880 pour les condamnés de la Commune n'ont pas été un Grand Pardon : leur objectif, au moment même où s'imposait avec opportunisme une république « raisonnable » qui allait rapidement se confondre avec un certain consensus social et l'expansion coloniale, était bien l'oubli de la guerre civile qui avait divisé les habitants de France entre partisans de l'ordre social, le camp des riches, du capitalisme, et les révolutionnaires, le camp des pauvres, du socialisme. Cette république du contrôle social, où on retrouvait les Ferry et les Gambetta, ces ennemis irréconciliables de la véritable Révolution, allait s'efforcer de faire oublier, à l'école et partout ailleurs, le généreux mouvement de 1871 et son atroce répression, ce crime contre l'humanité. Quoi qu'il en soit, les vaincus ont finalement « bénéficié », mais bien tardivement, des calculs humanitaires qu'ont pu représenter pour certains ces fameuses amnisties.

Les pionniers de l'amnistie

Compte tenu de « l'état de fureur » entretenu par les 26 conseils de guerre aux lendemains de l'insurrection – ils condamnent 13450 personnes dont 4400 seront déportées en Nouvelle Calédonie – des voix s'élèvent en faveur de l'amnistie dans les journaux qui pétitionnent au nom de « la paix publique » ou dans les Chambres. Léon Richer, Victor Hugo, Henri Brisson, E. de Préssenssé sont dans les premiers. Ils sont suivis par le franc-maçon Louis Thirifocq puis par Edmond Turquet et Georges Perin. Du côté du pouvoir, ces initiatives sont mal reçues car l'on craint, par une amnistie, de « réhabiliter la Commune », cette insurrection « abominable ».

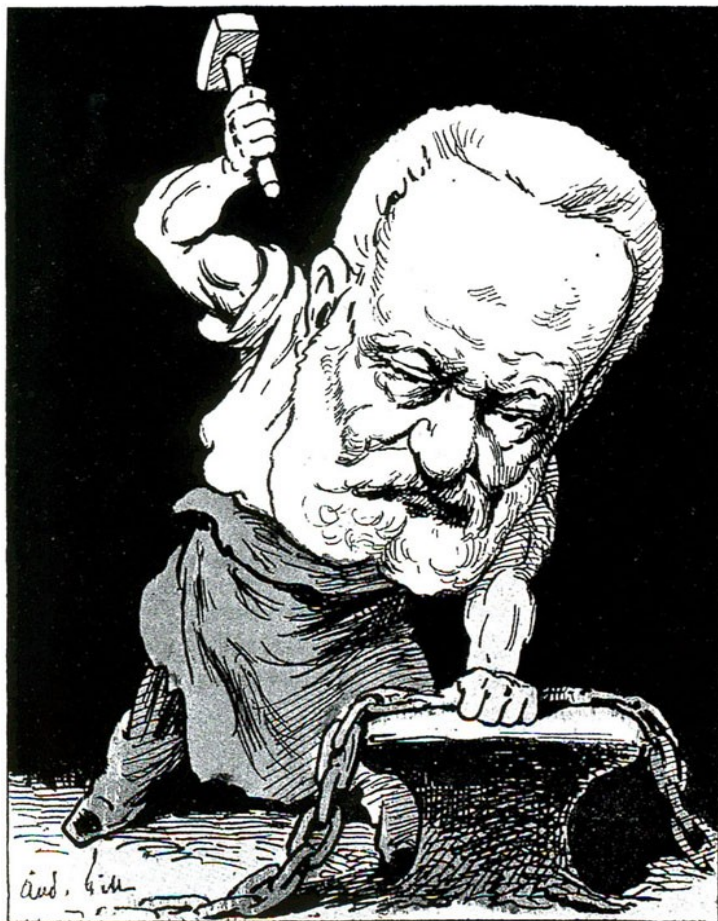
C'est en 1875 et 1876 que, par des députés de la « gauche radicale », comme Edouard Lockroy et Alfred Naquet, s'expriment des vœux en faveur de l'amnistie et que des propositions sont déposées en ce sens, notamment celle, plénière, du doyen F.V. Raspail. Malheureusement, la majorité républicaine de l'Assemblée ne suit pas. Quant aux partisans du statu quo ils estiment que l'amnistie n'est toujours pas à l'ordre du jour, en raison des menaces de vengeance proférées par les proscrits. Xavier Raspail est même condamné pour avoir parlé, dans une publication intitulée « De la nécessité de l'amnistie », de l'hécatombe en mai 1871.

La politique des grâces

Avec comme contexte la question de la cessation des poursuites de l'orientation de la politique gouvernementale décidée en 1876 par le Maréchal-Président Mac Mahon : « Laisser tomber dans l'oubli tous les faits se rattachant à la fatale insurrection de 1871 », Armand Dufaure, le chef du Gouvernement, définit ce que sera le « droit de grâce » : il doit distinguer, dans les rangs des condamnés, celui qui est « digne de pardon » de celui qui a été « violent ».

La pression du mouvement amnistiaire, où se fait remarquer le député de Limoges Georges Perin, s'accroît en 1878 avec cette nouvelle génération de militants qui s'organisent autour du journal *Le Prolétaire* dans « la commission de l'amnistie ».





Le vieux briseur de fers.

(Dessin d'André Gill)

« **Amnistie** ». Le vieux Victor Hugo avait, dès 1876, réclamé au Sénat l'amnistie des condamnés de la Commune. Promulguée en 1879, une première loi amnistia 3 500 condamnés et fut complétée, après une pathétique intervention de Gambetta à la Chambre, par une seconde loi qui, en 1880, accorda l'amnistie totale.



On est alors de plus en plus informé des brutalités commises en Nouvelle-Calédonie par l'administration pénitentiaire. Le Gouvernement, compte tenu de ses volontés colonisatrices, s'en émeut. Après l'insurrection canaque de 1878, Dufaure prend de vastes mesures de grâce dont il ne veut exclure que « les révolutionnaires actifs », tandis que les républicains, à l'instar de Charles Floquet, lancent « un solennel appel à l'esprit de concorde, de paix, au sentiment de l'oubli du passé ». Trois propositions d'amnistie sont déposées.

Les hésitations de la République

Comme le dit Louis Blanc, « le moment est venu de fonder définitivement la République », donc de réaliser l'amnistie. Pourtant, malgré la pression du Comité

« bourgeois » de Victor Hugo et Louis Blanc et du Comité « révolutionnaire » d'Emile Gautier, le nouveau Gouvernement républicain de Jules Grévy veut poursuivre la politique de Dufaure car presque toute la classe politique craint plus que jamais d'absoudre la Commune et se déclare hostile au retour de ses chefs et des « gens sans aveux », ces fauteurs de trouble barricadiers. Leur amnistie serait, selon le Garde des sceaux Le Royer, l'oubli de la leçon de 1871.

Finalement, le 20 février 1879, c'est une amnistie partielle qui est votée. L'élection du prisonnier Auguste Blanqui à Bordeaux en avril, qui est invalidée, est une protestation contre ce rejet de l'amnistie plénière. Cette « grâce-amnistie » va « bénéficier » à plus de 3000 victimes qui vont rentrer par bateaux en fin d'année sans globalement attenter au maintien de l'ordre.

Sommations d'amnistie

Ce retour relativement tranquille des déportés va faire progresser l'idée de l'amnistie plénière dans l'opinion. Il reste en Nouvelle-Calédonie un peu plus de 1000 condamnés, ces fameux « meneurs » que la classe politique, à l'exception des socialistes, ne veut pas voir revenir. Une nouvelle proposition de Louis Blanc est rejetée au début de l'année 1880. L'amnistie reste pourtant à l'ordre du jour. Deux nouvelles candidatures amnistiaires, celle de Blanqui gracié à Lyon et d'Alexis Trinquet « le bonnet vert » à Paris-Belleville, sont d'ailleurs de véritables injonctions populaires.

L'amnistie des internationalistes pour une fête nationale

Gambetta et Freycinet, vu l'état de l'opinion publique et leur calculs politiques, vont donc prendre, à l'occasion du 14 juillet, cette « grande mesure » qu'est l'amnistie plénière, afin « d'effacer les dernières traces de la guerre civile » que l'on oppose ainsi aux institutions républicaines : il faut d'après le premier « confondre le peuple, l'armée et les pouvoirs publics dans une commune fraternité (...), supprimer ces récriminations éhontées de la guerre (...), jeter un voile sur les crimes » et arracher « aux anarchistes de profession » les braves gens « égarés ». Le 6 juillet 1880, les derniers condamnés de la Commune font ainsi l'objet de la grâce « républicaine ».

Les opportunistes et les « radicaux », qui ont voulu récupérer le mouvement pour l'amnistie, n'ont agi, dans leur souci « d'apaisement et d'oubli », que pour établir une république tricolore idéale et parlementaire où rien ne rappelle la Commune et son drapeau rouge. Ils ont tout fait pour attirer vers eux les « revenants » de Nouvelle-Calédonie qui arrivent plutôt désunis et traumatisés.

Le socialisme quand même

Le « souvenir » qui se met en place va surtout être le fait d'une minorité qui n'a pas abandonné le socialisme, même si celui-ci ne se confond plus guère avec la Révolution armée et les barricades.

Une autre époque commence où la nostalgie va le disputer au réalisme avec tous les soubresauts que cela comporte inévitablement. Est-elle arrivée à son terme ?

1871-1917. Lénine et la Commune

L'histoire – grande ou petite, peu importe – rapporte que Lénine dansa sur la neige quand la durée de la révolution bolchevique dépassa d'un jour celle de la Commune. Ce kasatchok inattendu révèle que la victoire ne lui semblait pas acquise, mais témoigne aussi de l'importance que la révolution parisienne revêtait à ses yeux. Il ne fut pas le seul. Son interprétation et ses conclusions furent reprises par l'ensemble des bolcheviques, de Boukharine à Staline ou Zinoviev et par Trotski. Mais d'autres courants de la pensée révolutionnaire, notamment les anarchistes, se réclamèrent de la Commune et en tirèrent des leçons différentes. L'analyse d'un événement historique est une (re)construction. Celle de Lénine, figure emblématique de la Révolution russe, débouche sur l'événement majeur du XX^e siècle, octobre 1917. C'est pourquoi elle est privilégiée.

Sa réaction exubérante est l'aboutissement d'une longue réflexion qui trouve son origine dans *La guerre civile en France*, de Karl Marx dont il reprend et développe les thèmes. La Commune, premier exemple d'une prise du pouvoir par la classe ouvrière, est le « fourrier d'une société nouvelle ». Elle a démontré, au-delà de ses lacunes et de ses insuffisances, que la classe ouvrière n'a pas à prendre telle quelle la machine de l'Etat mais doit la détruire. L'expérience communaliste fournit une idée de ce que doit être la nouvelle forme du pouvoir et de son exercice. Gouvernement de la classe ouvrière, elle fut « la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail ». Après la mort de Marx, Engels insiste dans son introduction à l'édition allemande de 1891 sur cette destruction nécessaire de l'Etat « remplacé par un pouvoir nouveau, vraiment démocratique », la dictature du prolétariat : « Vous voulez savoir de quoi cette dictature à l'air ? Regardez la Commune de Paris. »

Consacrant de nombreux textes à la Commune, Lénine précise cette analyse. La question de fond est celle de la prise et de la nature du pouvoir dans la perspective du dépérissement de l'Etat. Dans le contexte des polémiques au sein de la II^e Internationale jusqu'à la Révolution d'octobre, il développe sa réflexion pour conclure que la société nouvelle se réalisera par une forme moderne de la participation des masses, organisées dans les soviets, sous la direction du Parti bolchevique. Ce parti, que la Commune ne saurait avoir eu dans les conditions de son époque, mettra en œuvre les possibilités révolutionnaires pour vaincre et construire la société nouvelle.

En 1905, dans une conférence prononcée le 18 mars à Genève devant des émigrés politiques russes, il déclare « Nous nous appuyons tous sur la Commune dans le mouvement actuel. » En 1908, *Zagranitchnaïa Gazeta* (*La Gazette de l'étranger*) publie le résumé d'un discours du 18 mars : la Commune, malgré ses fautes, « a appris au prolétariat européen à poser concrètement des problèmes de la révolution socialiste. » Il enfonce le clou dans *Rabotchaïa Gazeta*, (*La Gazette ouvrière*) en avril 1911 : « la Commune a échoué car la France de 1871 était un pays de petite bourgeoisie au prolétariat non préparé. »

Le chapitre 3, consacré à la Commune, de *L'Etat et la révolution*, rédigé en août-septembre 1917 et publié début 1918, résume sa pensée à la veille d'octobre. Il insiste

sur la notion de révolution « populaire » qui doit unir la paysannerie à la classe ouvrière. Pour « mater la bourgeoisie » « l'organisme de la répression est la majorité de la population (...) C'est en ce sens que l'État commence à s'éteindre. » Ce texte se situe dans le cadre de la polémique avec Kautsky qu'il attaque pour falsification de la pensée de Marx dans *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* (1918) – « le pouvoir des soviets (...) la forme soviétique de la dictature du prolétariat » – comme le fait Trotski en termes comparables (*L'Anti-Kautsky*, 1920 et *Préface*, 1921, à *La Commune de Talès*).

Ce qui est en cause dorénavant, c'est la survie et la victoire de la Révolution. Au VII^e congrès du Parti communiste russe le 8 mars 1918 il affirme : « Sur les épaules de la Commune (...) nous pouvons bien voir clairement ce que nous faisons en créant le pouvoir des Soviets. » Au Premier Congrès de l'Internationale Communiste, en mars 1919, il résume sa pensée : « Maintenant que le pouvoir des Soviets, embrasant le monde entier, continue aux yeux de tous l'œuvre de la Commune, ceux qui trahissent le socialisme oublient (...) la Commune et répètent le vieux conte bourgeois de la démocratie en général. La Commune n'était pas une institution parlementaire. »

Le 1^{er} août 1924, la délégation française au V^e Congrès de l'Internationale Communiste apporta à Moscou un drapeau de la Commune qui fut déposé au mausolée de Lénine. Dès lors, et pour de longues décennies, l'URSS représentera, aux yeux de tous ceux qui se réclamaient de la Révolution d'octobre, le pays de la Commune victorieuse : « *Octobre 1917 venge Varlin agonisant.* »

Jacques Zwirn



La Place Rouge, à Moscou. Le 1^{er} août 1924, un drapeau de la Commune est déposé au Mausolée de Lénine par la délégation française au V^e Congrès de l'Internationale communiste.

Rosa Luxembourg et la Commune de Paris

Dans la nuit du 15 au 16 janvier 1919, il y a quatre-vingts ans, Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, les deux dirigeants spartakistes, sont sauvagement abattus, à Berlin, par la soldatesque chargée d'en finir avec la révolution, tout comme, un demi-siècle plus tôt, les Versaillais avaient écrasé la Commune de Paris.

Qui sont ces révolutionnaires allemands ? Des socialistes qui n'acceptent pas que leur parti (SPD) ait approuvé le 4 août 1914 la politique du gouvernement impérial en votant les crédits militaires. Cette guerre est, pour eux, une guerre impérialiste.

Dans une revue qu'ils rédigent clandestinement et qui est aussitôt interdite, *L'Internationale*, Rosa Luxembourg accuse Karl Kautsky de vouloir réécrire la formule célèbre du *Manifeste du Parti communiste* qui deviendrait : « Prolétaires de tous pays, unissez-vous pendant la paix et égorgez-vous pendant la guerre ».

Karl Liebknecht est le plus populaire des futurs spartakistes pour avoir été le premier député, en décembre 1914, à refuser de voter de nouveaux crédits militaires et pour avoir manifesté à Berlin, le 1^{er} mai 1916 aux cris de « A bas la guerre, à bas le gouvernement », ce qui lui vaut d'être arrêté sur le champ et condamné à quatre ans de réclusion. En janvier 1916, ces opposants publient des lettres politiques mensuelles qui, à partir de septembre, sont intitulées *Lettres de Spartakus*. Désormais, le nom des spartakistes remplace peu à peu celui de « Groupe Liebknecht » ou de « groupe international », utilisés jusqu'alors pour désigner ces révolutionnaires.

Les spartakistes ont une vie difficile. Peu nombreux, traqués par la police impériale, diffusant clandestinement leurs bulletins, ils maintiennent tant bien que mal, à partir de Berlin, la liaison des groupes opérant dans quelques grandes villes. Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg sont en prison ou en forteresse. La révolution de novembre 1918 leur rend la liberté. Le 9 novembre, la République est proclamée. Non sans mal, les spartakistes font paraître un quotidien *Die Rote Fane* (*Le Drapeau Rouge*).

Les sociaux-démocrates au pouvoir annoncent des réformes : journée de huit heures, vote des femmes. Mais F. Hébert qui « haïssait la révolution comme le péché », veut au plus vite « rétablir l'ordre », faire élire une Constituante, tandis que les spartakistes demandent qu'on nationalise les banques, les mines, les usines sidérurgiques et que les pouvoirs soient entre les mains de Conseils d'ouvriers et de soldats. Contre ces révolutionnaires, dont les idées gagnent, les dirigeants sociaux-démocrates font appel aux militaires. L'affrontement a lieu en janvier 1919. Les spartakistes, qui viennent de créer le Parti communiste allemand, sont écrasés et leurs dirigeants assassinés. Dans un article paru dans *Die Rote Fane*, en décembre 1918, Rosa Luxembourg accusait les dirigeants sociaux-démocrates « d'aspirer aux lauriers de Thiers, de Cavaignac, de Galliffet ».

Les spartakistes s'inscrivent dans la tradition de la Commune de Paris : internationalisme, rôle des femmes (Rosa Luxembourg, Clara Zetkin) (1) et démocratie au sens étymologique et le plus fort du terme que revendique Rosa dans ses notes sur la Révolution russe, rédigées en prison à l'automne 1918 (2). Nombreuses sont les références à la Commune de Paris dans l'œuvre de Rosa Luxembourg. Durant un séjour parisien, elle participe, le 18 mars 1895, à un banquet des guesdistes en l'honneur de la Commune et écoute Camélinat évoquer ses souvenirs. Quinze ans plus tard, au cours d'un meeting à Francfort, elle raconte sa visite au Père-Lachaise : « Une grande

étendue d'herbe rase tout en haut du cimetière, un mur nu auquel sont accrochées quelques couronnes rouges toutes simples, pâlies par la pluie et les larmes ». La même année, elle fait grief au SPD de n'avoir pas organisé de grandes manifestations le 18 mars pour célébrer à la fois le début de la révolution de 1848 en Allemagne et la Commune de Paris.

Dans son dernier article, paru le jour même de son assassinat, Rosa Luxemburg établit un parallèle entre le massacre des révolutionnaires berlinois et celui des Communards parisiens. « L'ennemi c'est Spartakus, et Berlin est le lieu où nos officiers s'entendent à remporter la victoire [...] Qui n'évoquerait l'ivresse de la meute des partisans de "l'ordre", la bacchanale de la bourgeoisie parisienne dansant sur les cadavres des combattants de la Commune. [...] Quand il s'est agi d'affronter les prolétaires parisiens affamés et mal armés, d'affronter leurs femmes sans défense et leurs enfants, ah, comme le courage de cette "jeunesse dorée", comme le courage des officiers a éclaté ! Comme la bravoure de ces fils de Mars, qui avaient cassé devant l'ennemi extérieur, s'est donnée libre cours dans ces atrocités bestiales commises sur des hommes sans défense, des blessés et des prisonniers. » (3)

On a la preuve aujourd'hui qu'au soir de l'assassinat de Karl et Rosa, le capitaine Pabst, commandant l'unité militaire qui détenait les deux prisonniers, avait téléphoné à Noske pour lui demander des instructions. Celui-ci lui laissa le soin de décider du sort des deux révolutionnaires.

Ce crime a creusé durablement un fossé profond entre sociaux-démocrates et communistes allemands, ce qui explique en partie pourquoi, lors de l'arrivée au pouvoir d'Hitler, quatorze ans plus tard, les deux partis ouvriers ne sont pas parvenus à former un front commun contre le national-socialisme.

Gilbert Badia

- (1) Voir Gilbert Badia : *Clara Zetkin, féministe sans frontières et Rosa Luxemburg épistolaire*, Editions de l'Atelier.
- (2) Voir Rosa Luxemburg : *La Révolution russe, Le Temps des cerises 2000*. Dans une large introduction, Gilbert Badia dénonce les fausses interprétations dont ce manuscrit, publié trois ans après la mort de Rosa, a été souvent l'objet.
- (3) Rosa Luxemburg, *textes, présentation et traduction de Gilbert Badia, Paris, 1982, p. 286-287*.



Station de métro Rosa Luxemburg à Berlin.

Le Front Populaire et la Commune

La capacité mobilisatrice de la Commune ou de sa mémoire lui permet parfois de s'imposer comme un agent de l'histoire en marche. En 1935, le premier cortège au Mur, consécutif à la ratification du pacte d'unité d'action entre les communistes et les socialistes, revêt un tour unitaire et vaut au terme de Front Populaire de l'emporter dans les comptes rendus du *Populaire et du Temps* qui leur préféreraient jusqu'alors « front commun ». Le cortège qui succède de peu aux élections législatives qui viennent de donner la victoire au Front Populaire réunit, l'année suivante, 500 000 participants, dont des délégations de province, qui lui confèrent un pouvoir fédérateur. La présence de Léon Blum, déjà désigné président du Conseil, lui vaut en outre de s'imposer pour la première manifestation de souveraineté de Front Populaire victorieux ; au point de susciter la colère de l'extrême droite qui se demande si l'*Internationale* ne va pas devenir un « hymne de gouvernement ». Selon Pierre Monatte, elle constitue, enfin, un élément d'impulsion des grèves avec occupation d'usines qui s'étendent dès le lendemain dans la France entière. Mais c'est aussi bien l'apogée.

La tolérance accrue dont jouissent désormais les cortèges ouvriers sur la voie publique rend moins nécessaire de semblables « manifestations - abris ». Mais l'essentiel est ailleurs. Les événements des 6 et 9 février 1934 ont réactivé une réappropriation politique de la Commune, dépourvue de distance, de l'initiative du parti communiste et l'extrême droite qui mobilise, alors, la mémoire communaliste de Paris. Mais cette résurgence est passagère et exceptionnelle. La puissante manifestation antifasciste du 12 février ne fait aucune place à la mémoire de la Commune. Le retournement stratégique qu'opère le parti communiste en mai 1934 amplifie le refoulement : l'heure est désormais à la défense de la démocratie menacée par le fascisme et à l'alliance avec les radicaux, requérant des mémoires plus consensuelles. Dès mai 1936, les radicaux s'opposent à la proposition communiste visant à confondre la commémoration de la Commune avec la fête de la victoire du Front Populaire (sans empêcher qu'elle s'impose de facto pour telle). La référence est d'autant mieux oblitérée qu'un nouveau système identitaire se construit alors. La rue devient un des lieux de gestation du Front Populaire puis d'expression de sa victoire. Les manifestations puissantes qui s'y déploient se construisent et s'imposent pour une expression nouvelle du peuple en marche, puissant, victorieux, mythe propre à se substituer à l'image héroïque et romantique de la barricade. Les organisations ouvrières rendent les hommages convenus à la Commune, mais consacrent désormais plus de place à la Révolution française. A partir de 1935, le 14 juillet et le 1^{er} mai mobilisent, à Paris, plus que le Mur, en renvoyant, pour la première, à la victoire et, pour l'autre, à l'image d'une génération de la classe ouvrière, un jour possible.

Le refoulement n'est pourtant pas total. La presse ouvrière persiste à mobiliser la mémoire de la Commune pour dénoncer l'adversaire (les hitlériens, les factieux, Franco, les bourreaux de Guernica) comparé aux fusilleurs d'hier et se valoriser, en

regard, en instituant le Front Populaire en revanche de la Commune. Le déclin de la commémoration est, du reste, relatif. Entre 1935 et 1937, le parti communiste construit une mémoire relais en inhumant, face au Mur, Henri Barbusse et Paul Vaillant-Couturier, intellectuels pacifistes et antifascistes, tous deux artisans du Front Populaire. Cette construction mémorielle permet de dépasser la contradiction possible entre deux modalités du peuple en marche. Elle institue le Front Populaire en prolongement et dépassement de la Commune, en inscrivant dans l'espace la continuité revendiquée des mémoires. Elle permet par là même à la mémoire de la Commune, retranscrite et réactivée, de se transmettre.

Danielle Tartakowsky



« *Le Mur* », le 24 mai 1936.

Photo prise par Marcel CERF, parue dans « *Regards* » n° 124 – 28 mai 1936.

La « Commune de Paris » dans les Brigades Internationales

C'était au mois d'octobre 1936. Des milliers d'antifascistes du monde entier faisaient mouvement vers l'Espagne. Le putsch du général Franco, soutenu par Hitler et Mussolini contre la République espagnole, avait provoqué un choc : les peuples d'Espagne étaient en danger, la solidarité devait s'exprimer y compris sur le terrain, les armes à la main. Il y avait aussi une deuxième explication à cette mobilisation internationale. La guerre d'Espagne allait servir de banc d'essai aux fascistes. Les hommes et les femmes qui allaient former les Brigades internationales avaient compris, avant l'heure, que la Seconde guerre mondiale démarrait à Madrid.

Le décret officiel de création des Brigades internationales date du 22 octobre 1936. Cinq jours avant, une délégation des « internationaux » avait demandé audience au gouvernement de la République d'Espagne. Elle était composée de l'Italien Luigi Longo, du Polonais Stephan Wisniewski, du Français Pierre Rebière.

Le président des Cortes, Martinez Barrio, chargé de les recevoir posa une première question : « Dans quelles conditions voulez-vous participer à notre lutte ? » La réponse fut nette : « Nous ne posons aucune condition. Nous ne désirons qu'une chose, que les Brigades Internationales soient considérées comme des unités uniquement subordonnées au gouvernement et à ses autorités militaires ; qu'elles soient utilisées comme troupe de choc, en tous lieux où ce sera nécessaire. »

Ils arrivèrent de partout. D'Europe, des Amériques, d'Asie, d'Afrique ; d'horizons politiques, religieux, philosophiques différents, avec une seule ambition, combattre le fascisme. Avant de partir au combat, chacun d'entre eux devait adopter le texte suivant : « Je suis ici parce que je suis un volontaire et donnerai, s'il le faut, jusqu'à la dernière goutte de mon sang pour sauver la liberté de l'Espagne, la liberté du monde entier. »

La XI^e brigade internationale, formée dès le mois d'octobre 1936, fut composée de plusieurs bataillons. Le premier, composé d'Allemands, d'Autrichiens et de Yougoslaves, sera baptisé « Edgard-André » – dirigeant communiste allemand décapité par les nazis. Le second, « Dombrowski », rassemble des Polonais, des Hongrois et des Balkaniques. Le troisième se proclame « Commune de Paris » ; il est composé de Français auxquels se mêlent quelques Wallons. Jules Dumont prend le commandement de la nouvelle unité, Pierre Rebière devenant son commissaire politique.

Dès le 1^{er} novembre 1936, le bataillon « Commune de Paris » entre en action. Il est posté à Vallecas, près de Madrid, pour renforcer la défense de la capitale. Les hommes sont équipés de vieux fusils Remington de l'armée anglaise, qui avaient été réformés après la guerre de 1914-1918, sans bretelles de suspension ni baïonnettes,

sans grenades ni fusils mitrailleurs, ni casques, ni masques à gaz, ni vivres de réserve. Deux mois terribles s'annoncent pour « Commune de Paris ». Avec, le 15 décembre, une bataille qui va lui coûter cher : devant Boadilla del Monte, un village tenu par les troupes de Franco, elle va subir des pertes énormes. Plus tard, en février 1937, « Commune de Paris » est engagé dans le front de Cuesta de la Reina. « Une pluie d'obus s'abat sur nous », écrivait Elie Duguet décrivant dans une de ses lettres « une vision de guerre dans toute son horreur ».

Au début, chaque bataillon de la première brigade internationale avait sa tactique, selon l'origine de ses cadres ou des traditions. Pas simple de se comprendre et surtout de définir clairement les missions. Souvent, les commandants de brigade recevaient trois ou quatre notes en langues différentes. On s'accordait facilement sur la nourriture surtout le jour où « Commune de Paris » annonçait des frites au menu. Quelque temps plus tard, il fut jugé plus efficace de regrouper les internationaux en brigades de langue. C'est ainsi que le bataillon « Commune de Paris » se retrouva intégré dans la XIV^e brigade Française.

On connaît la suite des batailles, des tragédies. Des centaines de membres de « Commune de Paris », il ne restera que quelques survivants qui, plus tard, participèrent, en France, aux combats contre les nazis, ainsi Pierre Rebière, ancien commissaire politique de « Commune de Paris », exécuté par les nazis sur le sol de France.

José Fort



La Commune en Résistance

Pour saisir l'influence qu'eut la Commune sur la Résistance, il faut d'abord rappeler qu'elle occupait une place éminente dans la culture du socialisme français de l'entre-deux-guerres. Chaque année, la montée au Mur des Fédérés rassemblait des centaines de milliers de personnes, des périodiques comme *Commune*, pépinière de futurs résistants, s'en réclamaient ouvertement.

La révolte des Communards est donc naturellement devenue une référence majeure de la Résistance. L'un des premiers journaux clandestins, *L'Homme Libre*, fondé par des socialistes du Nord, se place dès son premier numéro d'octobre 1940 en héritier des « 35 000 victimes de la Commune ». Chaque printemps, la presse patriote célèbre largement leur histoire, en zone nord comme en zone sud. Jules Vallès est particulièrement mis à l'honneur. A *L'Aurore*, Robert Lazurick signe tantôt « Jacques Vingtras », tantôt « L'Insurgé », qui devient aussi le titre d'un journal lyonnais. André Carrel, du Comité Parisien de Libération, emprunte son patronyme. Les autres Fédérés, Louise Michel, Varlin, Rochefort ou Pottier ne sont pas oubliés.

Les résistants montrent souvent une connaissance approfondie des événements de 1871. Par exemple, *L'Homme Libre* est à l'origine le nom d'une modeste feuille communarde. En 1943, des détenus de la Santé commémorent la Semaine sanglante par un manuscrit de 24 pages dans des conditions de documentation pourtant précaires.

Le souvenir des Communards n'est pas l'apanage des intellectuels et des dirigeants de la Résistance, il en imprègne aussi le terrain. *Floréal*, journal clandestin des prisonniers d'une baraque du camp de Voves, leur rend hommage en mai 1943. Une compagnie de Francs Tireurs et Partisans parisiens se baptise « Commune de Paris ». Cet héritage dépasse le cadre strictement français. Ainsi, des rapports de 1944 mentionnent la présence en Corrèze d'un « détachement Dombrowski » constitué d'immigrés.

Ce patrimoine fièrement revendiqué est aussi vivement attaqué. Évidemment, la montée au Mur des Fédérés est interdite. Les Nazis créent même en mars 1943 un faux *Vengeur* « Fondateur : Félix Pyat, ancien membre de la Commune » (sic) – pour aviver la peur du bolchevisme. Face à la démagogie adverse, la Résistance défend ses pères. Lorsque les intellectuels vichystes tentent de s'approprier la mémoire de Charles Péguy, les Éditions de Minuit répliquent dans *Deux Voix Françaises : Péguy -Péri* que l'écrivain, grand apologiste de la Commune, prônait des valeurs absolument contraires à celles de la Révolution Nationale.

Loin d'être seulement un enjeu de commémoration, la Commune devient d'emblée une arme de la Résistance, les événements de 1870-1871 sont comparés à ceux de 1940 pour prouver aux Français la trahison de l'Etat Français. *L'Humanité* établit dès juillet 1940 un parallèle entre les deux périodes et peaufine cette réflexion dans les mois suivants. Pétain est défini comme un nouveau Thiers, défenseur des intérêts de la grande bourgeoisie française, qui préfère capituler et profiter de l'occupation allemande pour briser tout mouvement social en France. L'analyse gagne, avec des variantes, une grande partie de la propagande résistante comme *Le Populaire* qui titre le 18 mars 1943 : « En 1871, Vichy s'appelait Versailles », ou *Pétain et la Cinquième colonne*, la brochure d'Albert Bayet.

Assimilant Vichy aux « capitulards » de 1871, on comprend que tant de patriotes se soient identifiés a contrario aux Fédérés dont ils partagent l'idéal démocratique et patriotique, mais aussi la souffrance. Pour *Libération Nord*, les fusillades d'otages « font pendant à celles du Père-Lachaise ». Cependant, précise *L'Humanité* en mars 1943 : « si en 1871, Paris était seul, cette fois, la France [...] a à ses côtés l'Union Soviétique [...] et les anglo-américains » : la victoire sur le fascisme est certaine, les Français doivent y participer.

Appel intrinsèque à l'insurrection nationale, cette filiation permet aussi à la Résistance de légitimer son combat en l'inscrivant dans la continuité des mouvements populaires qui, depuis 1789, ont porté la République. Cette démonstration par l'Histoire, utilisée durant toute la guerre, est d'autant plus nécessaire que les média germano-vichystes présentent les résistants comme des terroristes à la solde de « l'Anti-France ». Ainsi, pour justifier la lutte armée, Charles Hainchelin, responsable départemental FTP, réalise une longue étude sur *Les Francs-Tireurs dans l'Histoire de France de 1792 à 1871*. L'Histoire est invoquée jusque dans les prisons pour forger l'esprit de résistance. A Châteaubriant, des détenus reçoivent des cours d'histoire clandestins centrés sur les avancées de la démocratie, notamment la Commune.

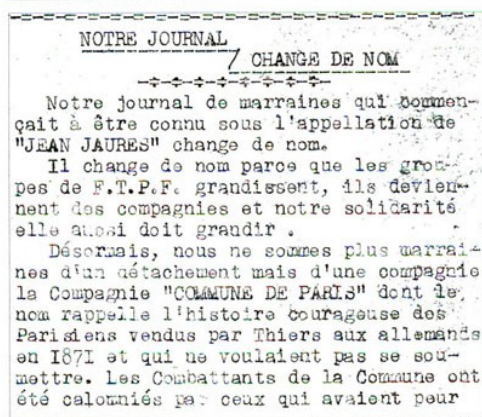
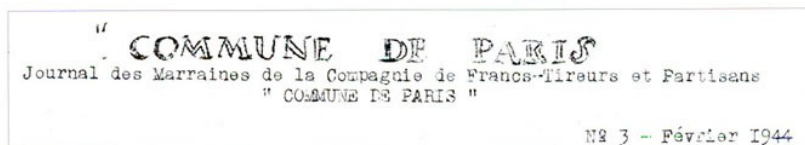
Familiers de l'épopée parisienne, les patriotes s'en inspirent dans l'action. Comme les femmes de 1871, les résistantes, « dignes continuatrices de Louise Michel », assurent le soutien matériel aux partisans et popularisent leurs faits d'armes.

De plus, les leçons de la Commune permettent de préparer la Paix. Pour les Toulousains de *Libérer et Fédérer*, on ne saurait restaurer une Troisième République « bâtie dans le sang de la Commune » : « le régime politique, économique et social de demain doit, non seulement être créé pour le peuple, mais par le peuple ». Le programme du CNR* se fait l'écho de ces revendications les réformes sociales de l'après-guerre en concrétisent certaines.

Les liens entre Commune et Résistance perdurent après 1945. Par exemple, certains résistants comme Maurice Choury, consacrent des ouvrages aux deux périodes, d'autres animent l'Association des Amis de la Commune où ils sont encore nombreux aujourd'hui.

Axel Porin

* Conseil National de la Résistance.



Journal créé par des résistantes de l'Union des Femmes Françaises pour soutenir la compagnie FTP « Commune de Paris », basée dans le nord du département de la Seine.

(Coll. Musée de la Résistance Nationale – Champigny-sur-Marne).

L'élan de la Libération (1944-1946)

Le 15 mars 1944, alors que la défaite de l'Allemagne hitlérienne apparaissait inéluctable, le Conseil National de la Résistance (CNR) adoptait un Programme comportant un plan d'action immédiate contre l'opresseur, et les mesures destinées à instaurer, dès la libération du territoire, un ordre social plus juste. Ce texte préconisait un Gouvernement provisoire de la République formé par le Général de Gaulle, le châtement des traîtres, la confiscation de leurs biens, et l'éviction de ceux qui avaient pactisé avec l'ennemi. Il énonçait les réformes économiques et sociales indispensables, et demandait « le retour à la nation de tous les grands moyens de production monopolisés... ».

Dès la fin de l'année 1944 et le début de 1945, de premières mesures étaient prises, tendant à la revalorisation des salaires, traitements et retraites. Les usines Renault étaient mises sous séquestre puis nationalisées, ainsi que les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, puis les usines Gnôme et Rhône et les compagnies aériennes... Puis vint, en 1944-1945, la nationalisation des industries électriques et gazières, de l'ensemble des bassins charbonniers, des quatre banques de dépôt (Crédit Lyonnais, Comptoir National d'Escompte, Société Générale, BNCI), d'une douzaine de compagnies d'assurances, ainsi que les grandes conquêtes sociales : Sécurité Sociale, Comités d'entreprise, Statut général des fonctionnaires, droit de vote des femmes.

La France, qui devait ainsi prendre des mesures économiques et sociales essentielles, et s'engager dans ce qu'on appellera « la bataille de la production », devait également résoudre, immédiatement et à court terme, un ensemble de problèmes politiques majeurs. Plusieurs ordonnances abrogèrent les actes du gouvernement de Vichy et rétablirent la légalité républicaine. Soutenu par la Résistance, le général de Gaulle s'opposa fermement à la prétention des Etats-Unis de placer l'administration civile de notre pays sous le contrôle d'officiers supérieurs américains formulée dans les projets AMGOT (Allied Military Government of Occupied Territories). Mais la nomination des cadres supérieurs de l'administration, préfets, commissaires de la République, secrétaires généraux des ministères, se fit essentiellement parmi des hauts fonctionnaires et légistes politiquement conservateurs, soucieux de sauvegarder les rapports sociaux existants, en limitant au maximum le rôle des comités départementaux de la Libération.

La question des institutions nouvelles devait ensuite donner lieu à une intense bataille politique. Conformément à l'engagement pris par une Ordonnance du 21 avril 1944 selon laquelle le peuple français déciderait librement de ses institutions et élirait une Assemblée constituante, un premier référendum fut organisé le 21 octobre 1945. De Gaulle affirmait vouloir « du neuf et du raisonnable ». Le « neuf », c'était l'instauration d'une IV^e République que les électeurs ont massivement approuvée

en répondant OUI à la première question. Le « raisonnable », c'était la limitation des pouvoirs de l'Assemblée constituante élue le même jour, qui rencontra l'opposition de 35 % des électeurs répondant notamment à l'appel du Parti communiste qui préconisait de répondre NON à la deuxième question.

L'Assemblée constituante élaborait un premier projet de Constitution. L'opposition affirmée du général de Gaulle – qui ne supportait pas le « régime des partis » avait démissionné le 20 janvier 1946 – et l'absence d'une campagne commune de la gauche, entraînèrent le rejet de ce projet très progressiste par le référendum du 5 mai 1946.

Après l'élection d'une nouvelle Assemblée constituante, un deuxième projet résultant de compromis entre les partis de la majorité « tripartite » mais représentant un grand progrès par rapport à la Constitution de 1875, et permettant de sortir enfin du « provisoire », en dotant notre pays de nouvelles institutions, fut adopté par le référendum du 13 octobre 1946, et devint la Constitution de la IV^e République. Ce résultat fut obtenu malgré la campagne hostile du général de Gaulle marquée par ses discours de Bayeux et d'Épinal, entraînant désarroi et abstentions dans l'électorat de droite.

Ces débats constitutionnels sont un moment important de notre histoire nationale. Le général avait une préférence marquée pour un régime présidentiel doté d'un exécutif fort inspiré des campagnes menées par les forces de droite dans les années 1930 pour une réforme de l'État (qu'il fera triompher en 1958 avec la Constitution de la V^{ème} République). Pour la gauche, la Constitution de 1793 restait, comme elle l'avait été pour les communards, une grande référence. L'article 21 du premier projet s'en inspirait directement : « Quand le gouvernement viole les libertés et les droits garantis par la Constitution, la résistance sous toutes ses formes est le plus sacré des droits et le plus impérieux des devoirs ». Pour les hommes issus de la Résistance populaire, l'embellie de la Libération nationale plongeait dans le souvenir de l'an II, de 1848, de la « lutte à outrance » préconisée par le mouvement ouvrier de 1870-1871 contre l'envahisseur prussien, pour le triomphe de la République et de la démocratie sociale, et dans celui de l'épopée de la Commune de Paris.

René Bidouze



Mai 68 et la Commune de Paris

Décembre 1967, le Président de la République : « envisage l'existence avec confiance ».

Soudainement, la société est contestée, les universités se transforment en forum, la Sorbonne en « Commune », des millions de grévistes occupent les entreprises, paralysent l'économie, des centaines de milliers de manifestants envahissent les rues.

De Gaulle, dans une salve de phrases, retourne la situation. Le mouvement prend fin. Les grévistes reprennent le travail, les groupes gauchistes sont dissous, les universités sont évacuées.

Après dix ans de pouvoir sans partage, asphyxiant toute vie politique, culturelle, barrant toute velléité de transformation sociale, ces événements étaient-ils imprévisibles ?

L'état des choses

Face à une forte croissance, avec des outils peu modernisés, la production et la compétitivité requièrent une nombreuse main-d'œuvre, à rémunération tirée vers le bas. Le chômage est absent. Penser que l'abondance matérielle peut résoudre le problème social, c'est aller vite en besogne. En 1967, les grèves atteignent un niveau impressionnant. Un siècle avant, en 1869, de nombreuses grèves précèdent la Commune de Paris.

L'accès à l'enseignement supérieur reste difficilement accessible aux classes laborieuses et moyennes. Les cours sont dispensés dans des amphithéâtres surchargés. Faute de moyens, les travaux dirigés sont inexistantes. Les enseignements sont en inadéquation avec les besoins. Les étudiants sont dans le désarroi et la désespérance, le Quartier latin explose.

Les mots d'ordre de mai 1968 : intervention permanente de la base dans les affaires traitées, en général, au sommet, volonté des insurgés de devenir les maîtres de leur vie, démocratie directe, autogestion, utopie : n'était-ce pas ceux de la Révolution du 18 mars 1871 ?

Le premier mouvement, celui de la jeunesse étudiante, remet en cause la société ; le second, celui des grévistes, reste essentiellement dans les traditionnelles revendications du mouvement ouvrier. Si les objectifs sont complémentaires, en effet pour pleinement réussir, le second dépend des réussites du premier, les stratégies sont différentes et difficilement conciliables. Les deux mouvements ne pourront s'unir.

Les acquis

L'université napoléonienne centralisée, uniformisée, visant à former, par sélection des officiers et des fonctionnaires, est condamnée. Les principes directeurs de l'université nouvelle sont : démocratisation, décentralisation et autonomie. La fréquentation s'emballa.

Dans les entreprises, les conditions de travail sont améliorées sur les plans : des rémunérations, des congés, des indemnités de licenciement. Au niveau des avancées sociales, les progrès sont plus timides : extension des droits syndicaux, création des sections syndicales d'entreprise, modalités de saisine du comité d'entreprise avant tout licenciement, quelques projets concernant la réduction du temps de travail.

Les espoirs évanouis

L'extension des droits syndicaux permettra, pendant la crise de l'emploi, de peser sur les décisions de restructuration et de licenciement. Quelques tentatives éphémères d'accès, en amont, aux choix de gestion des entreprises, sont découragées par les dirigeants. Sans cet accès, reconnu démocratiquement, les décisions restent sous la férule du capital.

En 1871, la Commune, après l'identification des ateliers abandonnés, entrevoit la transformation sociale : par une organisation rationnelle du travail définie par les travailleurs, par la constitution et la généralisation des coopératives, par l'étude des rapports entre les travailleurs et leurs patrons, par la restitution à la masse dépossédée de la propriété de son travail, par l'adéquation entre formation et besoins ... Ces travaux font l'objet du décret du 16 avril qui n'a pas vieilli.

Vingt ans après, le bilan universitaire est mitigé : multiplication de diplômés insuffisamment formés, problèmes budgétaires insolubles. Dans un monde où les évolutions techniques et technologiques explosent, l'Education Nationale « fabrique » des diplômés dont l'économie n'a plus (ou a peu) besoin. L'égalité des chances n'est pas acquise.

Similitudes et différences

Mai 1871 et mai 1968, sont animés par la jeunesse. La Commune de 1871 est d'essence ouvrière dans une période de crise. Le mouvement de 1968, dans une période de forte croissance, est celui d'une jeunesse estudiantine dressée contre l'ordre moral gaullien qui l'étouffe, elle veut un changement de société, une société autre que « la jungle ou le zoo ».

Mai 1968 - les grévistes, en partie, souhaitent participer à la gestion des entreprises, par la pratique reconnue de la démocratie directe, mais en l'absence d'une volonté politique, les avancées porteront essentiellement sur l'amélioration des conditions de travail.

Mai 1968 a préparé, dans une certaine mesure, la commémoration du centième anniversaire de la Commune, en 1971, par une éclosion artistique et culturelle rap-

pelant cette page de notre histoire.

A défaut d'une révolution introuvable ou impossible, la révolution des mœurs aura au moins réveillé les consciences, initié de nouveaux modes de pensées, irradié la société, la remettant en cause. Il y aura bien un avant et un après mai 68.

Bernard Eslinger



Continuité, rupture, renaissance de l'espérance

Plus de trente ans déjà et nous voilà encore à essayer de comprendre mieux ce qui s'est passé en Mai 68 et de revisiter certaines des explications données à cet événement.

Ce qui nous interroge aujourd'hui c'est l'affirmation de la parenté ou mieux de la filiation entre Mai 68 et la Commune de 1871. Mai 68 descend-il en ligne directe des 72 jours de la Commune ? Pour ceux qui ont vécu ces événements en essayant d'en comprendre le sens, il semble bien que les rapports soient d'une complexité très supérieure aux diverses interprétations un peu passionnelles et paroxystiques de l'époque.

On ne peut le nier, Mai 68 est un aboutissement de courants très divers issus, qu'on le veuille ou non, de la totalité des lignes de force qui traversent le mouvement des idées dans les deux siècles qui ont précédé, en France, cette explosion pas si imprévisible qu'on a voulu le dire. C'est ainsi que tous les courants qui vont des Sans-Culottes de 1793 au socialisme utopique et au marxisme de la Commune à l'anarcho-syndicalisme coexistent sans se mêler vraiment. S'y ajoutent l'avant et l'après 1917, les souvenirs du Front Populaire et de la Guerre d'Espagne et un certain parfum des guerres de la décolonisation. En ce sens il y a une certaine parenté avec la Commune et son mélange idéologique, même si le cocktail n'est pas le même.

Il convient cependant de bien remarquer la différence des circonstances. Il n'y a pas la défaite et la proximité du Siège de Paris, pas la misère profonde d'une population exploitée. Au contraire, nous sortons d'une période où certaines couches de la population ont profité d'une relative prospérité. La fin des guerres coloniales entraînait un refus de la tension politique incarnée dans le pouvoir gaulliste installé depuis dix ans et en perte de souffle.

Au chapitre des ressemblances on peut aussi ajouter des parentés dans les formes. A ce titre il faut compter les barricades, beaucoup plus proches de la construction romantique du XIX^e siècle que de celles de 1944. Même remarque aussi pour le rôle de la parole, magnifié par un style nouveau qui témoigne des progrès de l'instruction et amplifié par la radio et la télévision dont l'impact fut certains jours décisifs. C'était plus efficace que les clubs et les intervenants étaient souvent des professionnels.

La durée a été encore plus courte que la Commune mais le réflexe de la peur a joué aussi à plein.

Ceci tracé rapidement ne faut-il pas s'interroger sur les différences ? Ne peut-on pas dire que 68 est aussi la marque d'une rupture dans cette continuité de deux siècles dont nous parlions ci-dessus ?

Toutes les insurrections, toutes les révolutions de ces deux siècles véhiculent un projet politique clair « la République démocratique et sociale », celle qui doit apporter à l'ensemble des citoyens une forme de bonheur dans la solidarité des liens sociaux. La Révolution est rêvée pour tous et il reste toujours un peu de cette idée que la République sera faite de la « vertu » des citoyens. Le révolutionnaire, l'insurgé,

se bat et au besoin se sacrifie dans le plus total désintéressement. La liberté n'est jamais vue sans limite et la « loi » a tendance à être sanctifiée.

Il est clair que « La Révolution a pour but le bonheur commun ». Il y a sans doute encore un peu de cela dans certaines têtes, au moins à titre de traces, mais ce qui prévaut est une conception très individualiste de la liberté. A la recherche du bonheur collectif ne s'oppose pas seulement le bonheur individuel, mais ce bonheur même ne se trouve que dans la notion de plaisir.

On peut certes épiloguer sur les relations entre les deux mots mais il est impossible de les confondre. Il serait aussi fallacieux de croire qu'il s'agit des seuls problèmes de la sexualité, c'est bien d'un style de vie, d'une forme d'hédonisme dont il est question. Ce qui explique sans doute l'absence d'un vrai projet politique caractéristique de Mai 68 et qui va marquer ainsi la société française durant plus de trente ans.

Ainsi, le souvenir de 89 sera dilué, celui de 93 occulté.

Dire cela n'est pas porter un jugement défavorable.

Par ailleurs il ne faut pas oublier le deuxième aspect de 68, celui de la grève générale et des revendications économiques restant pour l'essentiel dans la lignée de 36 avec des nuances non négligeables. Il est symptomatique cependant que le souvenir de 68 soit plus celui du Quartier Latin et « interdit d'interdire » que des accords de Grenelle.

L'évolution des idées, l'importance accrue des mutations de tout ordre dans la connaissance et dans les technologies, l'énorme brassage des hommes et des idées, les premiers déferlements des moyens de communication, tout a eu sa place dans cette rupture.

Car il y a rupture. La preuve en est que nous ne voyons plus la Commune avec les mêmes yeux et que nous essayons les uns et les autres, et sans doute dans le désordre, de chercher à renouer des fils qui se sont rompus. Et cela ne peut pas être en rejetant cette intrusion d'une nouvelle donne dans la continuité du mouvement des idées, ni en accomplissant les rites de quelque révolution culturelle.

La Commune n'est pas morte, disons-nous
Et c'est vrai
Deux slogans marquent notre temps
« Tous ensemble »
« Chacun pour soi »

L'un est celui de la Commune, l'autre celui de l'économie de marché et du capitalisme triomphant. Mai 68 n'est-il pas le début d'une étape pour dépasser cette contradiction vers une société plus harmonieuse où l'épanouissement individuel sera possible dans le respect de chacun ?

Beaucoup de changements dans l'ordre du monde ont assailli de leurs contradictions les trente dernières années. Pour certains, ils ont marqué le triomphe d'une forme de contre-révolution. Pour d'autres, ils ont marqué un choix décisif vers une humanité orientée vers le profit et la satisfaction des ambitions individuelles.

Il demeure pour un nombre croissant des habitants de notre planète la grande espérance de revenir vers une conception du monde où le bonheur commun reste un objectif constant. Sur ce chemin-là, le souvenir de la Commune et de son œuvre demeure un jalon incontournable.

Pourquoi le Brésil et l'Amérique Latine se souviennent de la Commune de Paris

L'initiative de commémorer les 130 ans de la Commune de Paris prise par les Brésiliens peut paraître insolite à un observateur extérieur. Pourtant ces sortes d'initiatives, qu'on retrouve dans tout le continent Latino-américain, obéissent à une vision de l'histoire qui donne à la mémoire des vaincus une fonction primordiale. Loin d'être l'indication d'une passivité masochiste, c'est au contraire le reflet d'une aptitude à l'espérance et à la persévérance dans la quête de l'utopie de justice. Le romantisme politique de la Commune de Paris continue de vivre en Amérique Latine, il se nourrit des luttes sociales et d'une inventivité à laquelle faisait appel Simon Rodriguez, le maître de Simon Bolivar, lorsqu'il le formait en vue d'arracher ce continent aux rances monarchies de l'Europe : « inventamos o erramos ».

L'Amérique Latine est continent de mémoire et d'invention. C'est le nouveau monde, totalement à l'opposé de celui que Tocqueville glorifiait parce qu'il promettait le triomphe individuel par l'enrichissement, l'extermination des Indiens, l'esclavage des Africains s'inscrivant au registre des profits et pertes. Ces crimes et ces maux au cœur de la création du « nouveau monde », l'Amérique Latine ne les a pas oubliés, ils ont habité la littérature, les contes populaires, la culture orale des vaincus, les Noirs, les Indiens, les Sans-terre, les Sans-toit, et tous les humiliés. Les innombrables révoltes des humiliés, au cours des siècles coloniaux mais aussi après les indépendances, constituent ce que Eduarde Galeano appelle « memorias del fuego », souvenirs de ces moments où par sa courageuse révolte, l'homme retrouve sa dignité. Le Quilombo do Palmares, cité libre née à la fin du XVII^e siècle du soulèvement d'esclaves noirs dans la région de Récife, qui a résisté pendant soixante ans aux assauts des Portugais et des Hollandais, la révolte de l'Indien Atahualpa noyée dans le sang, la révolte des Comuneros en Colombie à la fin du XVIII^e et leur chef Jose Antonio Galan tué par écartèlement, la révolte des Farrouplihans (travailleurs en haillons) du Rio Grande do Sul en 1830, la longue marche de Luis Carlos Prestes le chevalier de l'espérance à la fin des années 20 partie du Rio Grande do Sul, jusqu'au dernier combat d'Ernesto Che Guevara en octobre 1965 en Bolivie, sont des souvenirs vivants. Mais on se souvient tout autant des personnages plus modestes qui, dans chaque vallée, chaque montagne, ont été des Justes. Leur exemple est devenu la trame des récits et des chants populaires et aussi de la littérature dont « cent ans de solitude » est le modèle.

Mais ce n'est pas seulement cette histoire de vaincus héroïques qui rapproche les Latino-américains des héros de la Commune de Paris, c'est surtout la nature de leur combat et le contenu de leur utopie sociale. Les Latino-américains voient la Commune de Paris comme un miroir qui condense dans une épure la nature et le sens de cinq siècles de luttes sociales. La Commune a résumé dans une fulgurante synthèse la capacité d'héroïsme, la capacité créatrice des peuples mus par l'utopie de justice et l'esprit de solidarité.

C'est ainsi qu'à 15 000 km de la Butte-aux-Cailles, dans le Brésil profond du Parana, à Maringá, à Paranaval, à Presidente Prudente, comme dans le Brésil des mégapoles de Sao Paulo et de Rio de Janeiro, l'assistance évoquait Louise Michel et les travailleurs du Paris de 1871 « partis à l'assaut du ciel ». C'est ainsi qu'on nous accueillait partout avec l'émotion fraternelle qu'on aurait réservée aux envoyés de la Commune de Paris. Nous avons été reçus à Parana City, ancien latifundio de 232 hectares sur lequel le Mouvement des Sans-terre a rassemblé dix neuf familles qui exploitent en commun le domaine à la manière d'un kolkhoze, à chaque famille sa maison et son jardin privé mais où le repas de midi est pris en commun, et, ce jour-là, il a été partagé avec nous. C'est ainsi que nous nous sommes présentés devant les travailleurs de Santo André dans la grande banlieue de Sao Paulo en compagnie de Hebe de Bonafini, fondatrice de l'association des mères de la Plaza de Mayo et dont la dictature argentine a assassiné les deux fils ; vingt cinq ans après, elle s'écrie : « devant la perpétuation des politiques néolibérales qui engendrent les mêmes malheurs, je continue le combat pour lequel ils ont été assassinés, c'est comme si j'étais la fille de mes fils ». Louise Michel était, ce soir là, de retour.

Ces journées de mai 2001 où les débats de la Commune prenaient naturellement leur place au sein des débats actuels entre ceux qui aspirent à changer le monde, étaient non seulement un hommage aux vaincus de Paris et d'ailleurs, mais surtout un formidable démenti à leur défaite. Et ce fut évident un soir à Maringá lorsque Luiz Gianni, un sociologue musicien, entonna avec ses étudiants la « Canção da Internacional », qui n'est pas l'Internationale que nous connaissons tous, mais « l'hymne des travailleurs », écrit durant la Commune par Paul Burani et Isch Vall.

Ainsi, au bout de 130 ans, au cœur de l'Amérique Latine, la redécouverte de la musique oubliée de ce chant invitant les travailleurs au combat fraternel pour la révolution sociale et internationale, indiquait que l'esprit de la Commune était une source d'espérance toujours vivante et sans cesse renouvelée. C'était la transfiguration de la mémoire des vaincus.

Denise Mendez



« Contre le Plan Colombie », au Forum Social Mondial - Porto Alegre - janvier 2001.

Ce que le prolétariat aime et salue dans le dix huit mars, ce n'est pas un type immuable et une forme figée de Révolution, c'est l'ardeur d'enthousiasme et d'espérance, c'est l'audace d'affirmation ouvrière qui a anticipé l'évolution. Un moment le prolétariat a fait hésiter vers des formes nouvelles le métal en fusion qui allait se refroidir et se consolider en République bourgeoise, et c'est ce génial pressentiment qui donne à la Commune, à travers ses impuissances et ses misères, sa grandeur révolutionnaire.

Jean Jaurès, *L'Humanité*, 18 mars 1907

*Tout ça n'empêche pas, Nicolas,
Qu'la Commun' n'est pas morte!*



Tardi et Vautrin : les Canons du 18 mars – le Cri du peuple, tome I.
Casterman, 80 pages, 99,75 francs (15,21 euros).